

“Dans ce gouvernement, il y a Milquet et Marcourt, et puis le reste”

- La gestion des dossiers de l'enseignement par Joëlle Milquet ne plaît guère à Françoise Bertieaux, la chef de groupe MR au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

- Celle, jugée idéologique, du PS, ne passe pas non plus.

- Son bilan du gouvernement ? “C'est... du rien.”

“On aurait dû annuler toutes les épreuves externes”

Entretien Isabelle Lemaire et Frédéric Chardon

Votre proposition de décret pour garantir juridiquement la certification des élèves dont les examens ont été annulés a été votée à l'unanimité par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Pour un texte de l'opposition, ce n'est pas banal.

C'est un moment de bonheur rare et c'est une satisfaction de me dire que, peut-être, j'ai contribué à sauver la validité des certifications. Il était urgent de le faire. Mais il y a parfois une certaine arrogance de la majorité qui ne veut pas l'entendre. Nous avons également demandé et obtenu qu'on installe au Parlement une commission spéciale pour pouvoir débattre de tout le processus autour de ces épreuves externes et de ses failles. Cette commission auditionnera tout qui on veut entendre mais ce ne sera pas une

commission d'enquête. Elle sera publique car, vu le séisme que cette histoire a provoqué, les gens ont le droit de savoir.

Que vous inspire cette affaire des fuites ?

C'est un gâchis effrayant pour ces jeunes et les enseignants. Je ne mets pas en cause aujourd'hui la tenue des épreuves externes mais leur organisation est à revoir. Il y a certainement quelqu'un quelque part qui a commis une faute professionnelle ou une malveillance et il faut le retrouver. Je ne pense pas qu'il faille une commission d'enquête parlementaire. Si nous nous dotons des mêmes pouvoirs qu'un juge d'instruction, on risque de faire foirer l'enquête judiciaire car nos travaux seront publics.

Comment jugez-vous la gestion de cette affaire par Joëlle Milquet ?

Chaotique. Les annulations, il n'y avait rien d'autre à faire mais on aurait dû annuler toutes les épreuves. Pourquoi, lundi, n'y a-t-il pas eu de directives claires aux écoles sur ce qu'il fallait faire ou ne pas faire ? Une chose que je reproche aux prédécesseurs de la ministre c'est : pourquoi n'y a-t-il pas un deuxième jeu d'épreuves en cas de problème ? On devait rentrer en mode de

gestion “crise”, en prenant des décisions claires, univoques rapidement ? Ici, je n'ai pas senti cela ensemble.

L'autre dossier chaud du moment, c'est la dispense des cours philosophiques. Vous dites qu'il a été rendu “complètement chaotique” par Joëlle Milquet. En quoi ?

On savait à quoi s'attendre depuis deux ans. Des constitutionnalistes

étaient venus expliquer au Parlement l'issue si un recours était introduit à la cour constitutionnelle. Ce dossier aurait donc pu être anticipé mais il a été improvisé.

Pour le MR, faut-il une heure de cours de citoyenneté ou deux ?

Le groupe a déposé en janvier une proposition de décret visant à instaurer une heure de cours de citoyenneté, d'histoire comparée des religions et de philosophie dans l'officiel. Les autres groupes politiques se positionnent de plus en plus pour deux heures. C'est intéressant

mais quelle est la faisabilité ? Il faudrait renvoyer les cours de religion en activité complémentaire. Est-ce tenable ? Est-ce que les gens sont prêts à accepter cela ?

Sortir les cours de religion des heures scolaires, n'est-ce pas livrer cette éducation à des éléments hors de contrôle ?

Nous ne sommes pas en capacité de sortir l'enseignement religieux hors de l'école en raison de l'article 24 de la Constitution (qui consacre la liberté d'enseignement, Ndlr). Nous pensons qu'en le maintenant dans la sphère de l'école, on peut le garder dans le cadre de nos valeurs démocratiques mais il faut pour cela qu'il soit inspecté. Or, il n'y a quasiment pas d'inspection et très peu d'inspecteurs.

Vous n'êtes pas d'accord avec l'idée de mettre un filtre en fin de Bac 1 en médecine. Le MR veut un concours d'entrée, dont Jean-Claude Marcourt (PS) ne veut pas. Votre position n'est-elle pas élitiste ?

Jean-Claude Marcourt a une position mensongère vis-à-vis des jeunes... Il s'est mis dos au mur en disant qu'il ne voudrait jamais restreindre l'accès aux études. Aujourd'hui, il s'est rendu compte qu'il devait faire quelque chose et il a mis en place un système de "reçus-collés" avec le filtre en fin d'année. Le MR propose une année de propédeutique si on rate le concours d'entrée, et donc une seconde chance.

Faut-il filtrer aussi les études de médecine vétérinaire comme le demande l'ULg ? Jean-Claude Marcourt laisse les recteurs trouver un consensus mais ça bloque. Ne devrait-il pas trancher ?

Je suis étonnée qu'il ne soit pas plus courageux alors que "son" université souffre. Les intérêts des recteurs sont totalement opposés. La responsabilité du monde politique est donc de trancher. Mais il a un problème idéologique à adopter un filtre. On est en situation de perte pédagogique et Liège est en dessous des critères européens en matière d'encadrement. Il faut donc faire une sélection. Et c'est mieux qu'elle intervienne au début du cursus.

Épinglé

Un vote unanime

Recours. Se prémunir contre une

pluie de recours juridiques est un objectif qui a le don de motiver les politiques et de les pousser à la coopération. En quelques jours et à la suite d'une proposition de décret déposée par le MR mercredi soir, les présidents de partis et les chefs de groupes Ecolo, PS, MR et CDH se sont mis d'accord sur un texte relatif aux évaluations certificatives externes des élèves. Après la divulgation des épreuves lors de la tenue de ces examens et après l'annulation de ces épreuves, la plus grande crainte était de voir les parents des élèves engager des recours contre l'éventuelle non-réussite de leurs enfants. Une proposition de décret a donc été élaborée en vitesse et adoptée à l'unanimité ce vendredi matin. Cette proposition qui modifie le décret de 2006 prémunit donc le travail de délibération des conseils de classe contre des vagues de recours potentiels. Cela autant pour le CEB en primaire (ce que ne prévoyait pas le texte du MR), que pour les épreuves externes en secondaire.

BdO

"C'est un moment de bonheur rare et c'est une satisfaction de me dire que, peut-être, j'ai contribué à sauver la validité des certifications."

"Les décisions de Joëlle Milquet sont souvent prises à l'emporte-pièce, avec ensuite des marches arrière."

L'enseignement en Belgique francophone a besoin de calme et de sérénité avant tout.

Ces derniers temps, la ministre n'a pas rencontré cet objectif."

"Le poids idéologique du PS me gêne"

Vous parlez d'une gestion chaotique de la part de Joëlle Milquet. A-t-elle trop de dossiers à gérer ?

Ça paraît trop en effet. Avec toutes les difficultés actuelles, être ministre de l'Éducation, c'est déjà un super temps plein. Et vous ajoutez encore à cela la Petite Enfance et la Culture... C'est la popote interne du gouvernement de la Fédération mais je suis étonnée qu'on laisse à Isabelle Simonis et à Rachid Madrane extrêmement peu de compétences: à peine un mi-temps, pour peu qu'ils signent lentement leurs dossiers... Dans ce gouvernement, il y a Milquet et Marcourt, et puis le reste.

Faut-il alors transférer certains dossiers de Joëlle Milquet à un autre ministre ?

La gestion des dossiers est idéologique et que l'on répartisse mieux le poids des compétences n'y changera rien. Par exemple, dans le dossier du financement des écoles à encadrement différencié, le poids idéologique est très lourd (Joëlle Milquet a demandé que 35 % des budgets complémentaires soient affectés à l'engagement d'enseignants, Ndlr). L'idéologie est toujours la même : on doit enlever toujours plus d'autonomie aux écoles et engager du personnel...

Vous visez ici les socialistes ?

Oui, vous les avez reconnus. Je suis plus gênée par le poids de l'idéologie socialiste dans ce dossier que par le fait de savoir si Joëlle Milquet le gère à 8 heures du matin ou à minuit et demi...

Milquet a-t-elle la capacité à gérer son département ?

Pour le moment, il y a des choses qui lui sont tombées dessus. Il faut le reconnaître. Quand on voit la semaine qui vient de s'écouler... Par contre, je vois que ses décisions sont souvent prises à l'emporte-pièce, avec ensuite des marches arrière. L'enseignement en Belgique francophone a besoin de calme et de sérénité avant tout. Ces derniers temps, la ministre n'a pas rencontré cet objectif.

Quel est le bilan du gouvernement, selon vous ?

Il y a eu les cours de rien mais il y a eu surtout... rien. Il y a eu beaucoup de plans, beaucoup d'annonces mais tous les problèmes qui devaient être réglés rapidement ont été postposés.